



U 2024/17

**ARRÊTÉ DE POLICE PORTANT  
RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

**31 AVENUE DES PYRENEES**

**Le Maire de L'UNION**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3  
VU le code de la route, notamment les articles R 411-21-1, R 411-25, L 411-1, définissant les pouvoirs  
des Maires  
VU le code de la voirie routière  
VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des  
régions, modifiée et complétée par la loi 82-263 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire)  
approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992

**CONSIDERANT** que pour permettre les travaux chez particulier, livraison abri piscine par camion avec  
occupation du trottoir par la **société PINEAU GROUPE MOUSSET**, il y a lieu de régler la circulation  
et le stationnement selon les dispositions suivantes

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Afin de permettre les travaux chez particulier, livraison abri piscine par camion avec occupation  
du trottoir par la **société PINEAU GROUPE MOUSSET**, la circulation sera alternée avenue des Pyrénées  
au niveau du N°31 et le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier, le 23 janvier 2024.  
Les travaux se dérouleront de 15 heures à 17 heures.

**ARTICLE 2 :** La signalisation réglementaire de chantier sera mise en place, entretenue et déposée par les  
entreprises ou les personnes chargées des travaux.

**ARTICLE 3 :** Il conviendra d'appeler l'attention de l'entreprise s'occupant des travaux sur les éventuels  
dégâts qui pourraient être perpétrés par le passage des engins.

**ARTICLE 4 :** Le domaine public devra être remis en parfait état après les travaux.

**ARTICLE 5 :** Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que  
vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou  
de l'installation de ses biens mobiliers.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage selon les règles en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
- Monsieur le Capitaine, commandant la Communauté de Brigades Gendarmerie de  
L'UNION,  
- au Chef de la Police Municipale,  
- l'intéressé,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux  
mois à compter de sa publication.*

*Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service  
public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://telerecours.fr>*

L'UNION le 18 janvier 2024  
Le Maire  
Marc PÉRE

